



**PARTI RADICAL**  
Liberté, Égalité, **Fraternité**

## *Le Président*

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 2012

Mes chers Amis,

Le 14 mai dernier, notre 111<sup>ème</sup> Congrès a fait le choix, à 93%, de l'indépendance, en exprimant le souhait de bâtir une nouvelle force politique centrale, capable d'incarner l'aile sociale et humaniste au sein d'une coalition de la Droite et du Centre.

Fidèles au chemin d'indépendance ainsi fixé, le Bureau national et le Comex ont formulé le vœu, dans la perspective des élections législatives de juin 2012, que le Parti Radical entame des négociations tant avec l'ARES qu'avec l'UMP, afin de constituer une nouvelle coalition parlementaire pour les cinq années à venir.

En parallèle, traduisant de manière concrète, naturelle et légitime cette indépendance, le Parti Radical a mûri puis élaboré 112 propositions ayant pour objectifs de répondre à la crise et d'armer la France face aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle.

Ce projet - d'abord travaillé au sein des commissions thématiques et des Fédérations - a été débattu, finalisé et synthétisé, lors de notre convention nationale du 4 février dernier. Vous m'avez alors demandé de faire part de ces exigences, attentes et priorités pour un nouveau quinquennat, à nos partenaires de l'actuelle majorité, et à son candidat. Ce qui a été fait. Je me dois donc de vous dresser un état précis des discussions et de la situation.

Alors que l'absence de consensus apparaît clairement sur certains sujets, d'autres priorités ont d'ores et déjà été reprises :

- l'engagement d'introduire une dose de proportionnelle au scrutin majoritaire pour les élections législatives ;
- la création d'une taxe sur les transactions financières dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2012, qui constitue un premier pas dans l'attente de sa réalisation au niveau européen ;
- la poursuite de la réforme du financement de la protection sociale, en particulier l'allègement des charges pesant sur les bas salaires ;
- la priorité, en matière d'accès à l'emploi des jeunes, donnée au développement de l'apprentissage et de l'alternance, dans le cadre du bac professionnel, même si celui doit être accompagné de la mobilisation des trois fonctions publiques qui pourrait, quant à elle, aboutir à la signature de 150 000 contrats complémentaires.

A quelques jours de notre Congrès où nous nous prononcerons souverainement sur les termes d'une nouvelle coalition, j'ai tenu aujourd'hui même à réaffirmer à Nicolas SARKOZY, les chantiers prioritaires pour l'avenir de notre pays, qui reflètent le fondement de notre identité, les conditions de notre engagement et notre vision de l'avenir.

### **1. Achever le chantier de la rénovation urbaine, une obligation républicaine**

En 2003, était engagé le Programme national de rénovation urbaine qui a changé radicalement la vie de 485 quartiers et de 4 millions d'habitants.

Dans ces quartiers, et à l'heure où 75 % des investissements générés par le Plan national de rénovation urbaine ont été réalisés (soit 30 milliards d'euros de travaux déjà engagés), où 100 000 logements sur les 200 000 prévus ont d'ores et déjà été construits, où 300 écoles ont été bâties, l'échec scolaire tout comme la délinquance sont en forte diminution. La rénovation urbaine est aussi un formidable levier pour l'emploi, d'abord en matière d'insertion avec plus de 30 000 bénéficiaires – dont 20 000 aujourd'hui en situation d'emploi durable –, mais aussi avec la présence, en 2011, de 500 000 personnes sur l'ensemble des chantiers de rénovation urbaine.

Au regard de ces succès, le Parti Radical appelle au lancement d'un deuxième plan de rénovation urbaine afin d'achever la métamorphose des quartiers les plus fragiles et les plus stigmatisés de notre République. Ce plan devra être accompagné d'un programme de lutte contre le décrochage scolaire car une des seules armes républicaines pouvant combattre le déterminisme social est la maîtrise des savoirs fondamentaux. En outre, chacun des quartiers concernés sera pourvu d'une Maison de l'Emploi. Quant au recrutement des apprentis dans les trois fonctions publiques, il devra privilégier les jeunes de ces quartiers.

## **2. En finir avec l'injustice fiscale locale pour garantir l'équité entre tous les territoires**

Depuis plusieurs mois, les Radicaux appellent de leurs vœux l'organisation d'un Grenelle de la fiscalité pour remettre à plat l'ensemble de la fiscalité française, en visant trois objectifs : la simplicité, la transparence et la solidarité.

Dans ce cadre, le Parti Radical entend insister tout particulièrement sur le transfert d'une part significative des recettes des communes les plus riches vers les communes les plus pauvres. Pour les Radicaux, il appartient à l'Etat d'organiser une péréquation puissante et efficace afin de garantir l'équité entre les territoires.

## **3. L'assainissement des secteurs bancaires et financiers, une impérieuse nécessité**

Corolaire indispensable de la maîtrise des comptes publics, l'assainissement des secteurs bancaires et financiers, seul gage à même de restaurer la confiance des citoyens envers le système économique, doit être posé comme une priorité absolue avec trois mesures :

- l'interdiction des activités spéculatives pour le compte propre des banques ;
- la séparation des activités de dépôt et des activités de spéculation ;
- l'interdiction de toute transaction avec les paradis fiscaux et avec les pays considérés comme non coopératifs.

## **4. Eriger l'accès au logement comme cause nationale**

L'accès au logement est aujourd'hui un véritable problème de société situé au fondement même de l'équilibre personnel et familial : entrave à l'emploi, à la mobilité professionnelle, atteinte grave portée au pouvoir d'achat ou bien encore facteur d'exclusion.

Pour en finir avec cette spirale, il est grand temps d'engager une véritable politique en faveur du logement, d'en faire une cause nationale en mobilisant l'ensemble de ses acteurs.

A cet égard, et d'une part, le Parti Radical appelle à la mobilisation de la grande famille des organismes HLM qui représentent, à eux seuls, une puissance de 4.5 millions de logements et de 30 milliards d'euros de fonds propres : un partenariat Etat / Organismes HLM doit être établi avant le 31 décembre 2012, afin de permettre le doublement de la production dans les zones tendues et l'accession sociale à la propriété sur une partie du parc.

D'autre part, le Parti Radical souhaite la mise en place de la garantie universelle des risques locatifs (six millions de logements locatifs concernés). Il s'agit là d'une mesure forte en faveur du retour à l'emploi car elle permettra aux jeunes en CDD, en intérim ou demandeurs d'emploi d'accéder au logement. En outre, elle remettra quasi instantanément sur le marché 500.000 logements dans les zones les plus tendues.

## **5. L'amplification du Grenelle de l'Environnement, gage d'une croissance durable**

Plus que jamais, et grâce au Grenelle de l'Environnement, la croissance verte est devenue une réalité dans notre vie économique. Aussi, le Parti Radical appelle au maintien et à l'amplification du Grenelle de l'Environnement, catalyseur d'une croissance durable et pourvoyeuse d'emplois.

Deux chantiers nous paraissent d'ores et déjà incontournables :

- d'une part, le lancement effectif du chantier thermique des bâtiments publics, d'autant que celui ci constitue, non seulement, un formidable levier en terme d'emplois mais aussi un facteur d'économie extrêmement important pour la gestion des finances publiques ;
- d'autre part, la mise en place, dès l'été 2012, d'un plan d'autonomie énergétique de l'Outre-mer, fondé sur l'exploitation de l'énergie solaire, de la biomasse, et des énergies marines et du vent, avec, comme objectifs 50% d'autonomie d'ici 2020 puis 75% en 2030.

## **6. Pour un renouvellement du Pacte républicain, base de la réconciliation nationale**

Dans un contexte marqué par l'exacerbation des communautarismes, le creusement des inégalités entre les territoires et le sentiment d'injustice, il est plus que jamais nécessaire de refonder notre pacte républicain. Trois mesures nous semblent fondamentales :

- la création d'un Haut conseil de la laïcité, chargé de conseiller les élus locaux dans l'application de la loi de 1905 dite de séparation des Eglises et de l'Etat ;
- l'organisation d'un « Vendôme de la Justice », ayant notamment pour objectifs de mettre fin à la dualité de juridictions dans des domaines tels que l'urbanisme, la fiscalité ou les reconduites à la frontière, la généralisation de l'échevinage et la mise en place d'un Service d'Aides aux Victimes d'Urgence (SAVU) ;
- la prévention du surendettement par la mise en place d'un fichier « positif », répertoriant les Français souscripteurs d'un crédit à la consommation et par la généralisation de la « faillite civile » à tous les débiteurs de bonne foi.

Sachez que je continuerai à vous tenir scrupuleusement informé de l'état des discussions. Ces valeurs que sont la République, l'humanisme, la laïcité, la solidarité, le respect de l'autre et le refus de toute discrimination, sont notre bien commun et notre raison d'être. C'est pour mieux les défendre et les porter auprès des Français, que nous avons choisi l'indépendance. J'entends donc plus que jamais les faire comprendre, partager et respecter par nos partenaires.

Amitiés radicales,

Jean-Louis BORLOO